

BARCELONE – Participation en cours en Afrique
Mardi 23 octobre 2018 – 13h30 à 14h45 CEST
ICANN63 | Barcelone, Espagne

PIERRE DANDJINO : Je vais commencer directement. Nous allons faire quelques remarques que nos leaders des communautés vont faire, le représentant de la partie exécutive et vous aussi. Ensuite, je passerai à la présentation. Nous allons voir des documents concernant la stratégie de l’Afrique, document auxquels vous avez contribué. Nous les commenterons. La deuxième partie va porter sur la présentation des résultats d’une enquête que nous venons de faire, une enquête pilote que nous avons faite en Afrique et dans une partie de l’Europe. Nous allons commencer sur l’enquête et ensuite, vous aurez la parole pour des questions et pour les contributions que vous voudrez faire. Bien.

Je vais maintenant directement donner la parole à Nick Tomasso qui va prendre la parole. Il est responsable de la plateforme qui se trouve à Istanbul. Istanbul travaille aussi avec l’Afrique. Donc il va prendre la parole, il va faire quelques remarques. Donc nous lui donnons la parole.

NICK TOMASSO : Merci beaucoup. C’est un plaisir d’être avec vous aujourd’hui. J’ai fait une révision du document de la stratégie africaine. C’est un très bon

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

travail. Je vous remercie tous d'avoir contribué à l'élaboration de ce document, un document avec lequel nous pouvons travailler. D'après ce que Pierre a dit aussi, je comprends que c'est le résultat, un résultat de ce document concernant la stratégie qui a été terminé en dix jours mais qui est encore ouvert pendant quelque temps. Donc si vous n'avez pas encore enregistré votre réponse, c'est le moment de le faire. Comme Pierre l'a dit, je suis le directeur du Moyen-Orient et de l'Afrique. Et nous nous focalisons sur le Moyen-Orient et sur l'Afrique et sur le soutien de la communauté. Nous travaillons avec Pierre Dandjinou pour nous assurer que nos ressources d'Istanbul soutiennent la communauté africaine aussi. Nous avons donc une stratégie, nous avons un plan et nous sommes en train de voir comment nous pouvons participer davantage dans le domaine des présentations, conférences, etc. Bien. Donc je suis à votre disposition. Je serais ravi de travailler à travers cette enquête sur les stratégies à laquelle vous pouvez participer. Je rends la parole à Pierre Dandjinou.

PIERRE DANDJINOU :

Donc vous voyez qu'il nous soutient, ce que nous apprécions beaucoup.

Je vais donner la parole à l'Union africaine qui va prendre la parole et nous dire quelques mots. La commission d'infrastructures était pour la réunion de haut niveau, ce comité de TIC était présent, donc nous leur donnons la parole.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : Merci Pierre. Merci beaucoup. Bonjour à tous. Pour ceux qui sont nouveaux ici et qui ne me connaissent pas, je suis [Mokhtar] et je suis le responsable de la société d'information au sein de la Commission africaine. Cette stratégie est très importante pour nous. Et nous avons commencé dès le début à travailler. Nous avons présenté un document qui a été élaboré par vous tous du début jusqu'à la fin. Nous l'avons présenté et ensuite à Prague, nous avons lancé la stratégie africaine. Je suis très heureux de voir que nous avons fait beaucoup de progrès. Nous avons maintenant un vice-président responsable de l'Afrique, nous avons la possibilité de servir l'Afrique. Nous collaborons avec l'ICANN de manière très très pertinente. Nous participons aux événements d'ICANN et ICANN participe aux événements qui ont lieu en Europe au niveau des politiques des TIC et des réglementations concernant les TIC. ICANN a toujours été présent. Donc de nouveau, nous remercions Pierre pour être à notre disposition quand nous avons besoin de vous tous. Et je continuerai à travailler au niveau de l'Union africaine pour vous aider et pour promouvoir tout ce qui peut se faire dans le domaine de la stratégie en Afrique.

PIERRE DANDJINO : Merci beaucoup. L'Union africaine est notre foyer à tous donc c'est bien que vous soyez présent. Merci. Bien.

Maintenant, je vais donner la parole à nos leaders de la communauté, qui vont prendre la parole pour dire quelques mots avant de passer au

prochain point de notre ordre du jour. Je vais donner la parole à Mary.
Mary, allez-y.

MARY UDUMA :

Merci Pierre, merci à vous tous. Je voulais féliciter l'Afrique qui augmente le nombre de membres dans ses rangs ici. Je sais que certains participants ont des problèmes de temps, il y a d'autres réunions qui ont lieu en même temps que celle-ci. Donc c'est d'autant plus important de voir que la stratégie africaine est un document important sur lequel nous devons travailler et de vous voir ici dans la salle disposés à le faire.

Je dirais que c'est la partie du business. ICANN, c'est la partie du business. Et nous devons aussi penser aux business, pas seulement aux boursiers qui peuvent venir ici mais aux business que l'on peut tirer, comment développer notre région, comment mieux participer et qui est disposé à faire du business. C'est de cela qu'il s'agit. Ce n'est pas une organisation qui élabore des traités, ce n'est pas venir et repartir mais c'est transformer cela en un business. Même si nous le faisons de manière volontaire, même si c'est un travail que nous faisons en tant que volontaires, si nous avons un business ici à développer, nous aurons plus de stabilité dans nos pays et nous pourrons mieux faire ce que nous voulons faire dans notre région.

Donc c'est une des choses qui devrait découler de cette stratégie. Cette stratégie doit être mise en œuvre. Nous devons le faire, c'est à nous de le faire, surtout les jeunes que nous voulons encourager. Il y a du business à faire dans les noms de domaine.

PIERRE DANDJINOU : Bien. Merci beaucoup Mary.

Nous allons maintenant donner la parole à un partenaire de la francophonie. Emmanuel, allez-y.

EMMANUEL : Je crois que ceux qui ont suivi le processus de la mise en place de la stratégie africaine de l'ICANN ont compris que du chemin a été fait depuis Prague jusqu'à aujourd'hui. Et je voudrais pour cela féliciter ceux qui se sont engagés après ce qui a été rappelé, la conférence de l'ICANN à Dakar où la stratégie africaine a été esquissée par les chefs d'état. Et de suite à la réunion de Prague, et bien on a mis en place une stratégie africaine de l'ICANN.

Cela n'a pas été facile. Il y a eu beaucoup d'obstacles sur le chemin et malgré cela, il y a eu des gens qui ont tenu et qui ont fait en sorte que cela puisse se mettre en place. Et cette stratégie un élément important pour les acteurs africains, en ce sens que cela a permis de mettre en lumière les enjeux de l'ICANN. Mary a évoqué ici un enjeu fondamental qui concerne le business. C'est-à-dire qu'effectivement, l'espace d'ICANN, c'est d'abord et avant tout un espace d'affaires. Et le travail qui a été fait au niveau de la stratégie africaine de l'ICANN a révélé effectivement que nous sommes sur un terrain d'affaires.

Je me rappelle de l'étude qui a été faite sur le marché des noms de domaine, qui a montré la réalité dans l'Afrique dans sa majorité qui

continue d'être un désert d'affaires pour le business des noms de domaine et pour le business de l'internet de façon générale.

Je pense que ce qui est important pour nous qui sommes ici et ceux qui suivent peut-être aussi à distance, c'est d'avoir une volonté ferme de diffuser à travers l'Afrique, d'abord auprès des décideurs, ensuite auprès des hommes et des femmes d'affaires, qu'ici, nous sommes dans un espace d'affaires et qu'il y a des opportunités qui échappent à l'Afrique de façon régulière.

Le *round* sur les nouveaux noms de domaine, les nouveaux gTLD, les nouveaux noms de domaine génériques de premier niveau, a montré une fois encore que ce sont des affaires. On a vu les statistiques. Les statistiques sont très claires par rapport à ceux qui ont postulé. Il y a seulement 17 candidatures en Afrique. Cela veut dire que l'Afrique n'est pas encore dans ce business-là, n'est pas encore dans ces affaires. Et nous devons être des propagandistes pour dire partout en Afrique qu'il y a des opportunités à prendre dans le contexte de ce business.

Et je le dis parce que je reste convaincu que nous avons raté une première phase. Mais il y a une autre phase qui se prépare actuellement avec les technologies émergentes comme l'intelligence artificielle, le bitcoin, le blockchain et autres technologies émergentes. Il y a un autre cycle qui se prépare. Il faut que l'Afrique soit dans le wagon du prochain cycle.

Et la stratégie africaine d'ICANN nous a révélé ses enjeux. Nous devons nous accrocher à cela pour faire en sorte qu'on puisse profiter du

prochain cycle et se mettre dans ce business, surtout que la population de l'Afrique va augmenter de façon forte d'ici à 2050. On prévoit 2 milliards d'habitants. Donc on aura beaucoup plus de personnes, cela veut dire qu'on a un marché plus grand, à condition de s'organiser pour qu'en Afrique, le business reste en Afrique pour qu'on ne puisse pas exploiter ce business depuis l'extérieur de l'Afrique.

Donc de mon point de vue, le travail qui a été fait à travers la stratégie est pour nous un travail très important qui a permis de souligner, de marquer d'un très grand trait la nécessité pour les Africains de se mobiliser pour intégrer ce business. Je vous remercie.

PIERRE DANDJINO : Je voudrais justement saisir l'opportunité pour savoir si l'interprétation marche, en fait. J'espère que c'est prévu. C'est très bien. Voilà. Donc on n'a pas oublié les francophones. Voilà.

EMMANUEL : C'est pour cela que j'ai parlé français.

PIERRE DANDJINO : Oui, j'avais compris. Très bien.

Nous allons juste écouter un dernier leader si vous voulez de la communauté et nous allons vite y aller parce que nous sommes en train de rogner quand même dans le temps qui est imparti. Donc on va rapidement donner la parole à Lucky. Donc allez-y Lucky, soyez bref.

LUCKY MASILELA :

Merci Pierre, merci chers collègues. C'est un plaisir pour moi d'être ici à nouveau, de vous parler, de vous voir réunis ici sur cet anniversaire .africa. Je viens du Bénin où nous célébrons aussi le vingtième anniversaire de la fondation de l'IG de la gouvernance Afrique. Donc c'est une bonne occasion aussi pour revoir notre stratégie africaine. Et je pense que Pierre va nous montrer un petit peu les principaux points que nous avons identifiés dans la stratégie africaine et sur lesquels nous devons travailler de manière continue. C'est un document qui n'est pas terminé.

Et ce que je voudrais dire aujourd'hui dans ce message que je suis ici pour vous transmettre, c'est que pour cet anniversaire de .africa, une des choses sur lesquelles je voudrais attirer votre attention, c'est que les utilisateurs de .africa, pour la plupart, se trouvent à l'extérieur du continent de l'Afrique.

Nous sommes encore en train de chercher des pays qui sont des grands pays, des pays qui auraient un haut niveau d'enregistrement et d'utilisateurs de .africa. Nous sommes encore en train de chercher. C'est à nous de changer cette image. Nous devons chercher davantage d'utilisation du nom de domaine de .africa sur notre continent africain et moins à l'extérieur de notre continent. Nous devons créer une tendance, nous devons être à la tête de cette tendance. Nous devons être sur le devant.

Nous avons lutté pour gagner .africa. Nous avons lutté pendant de nombreuses années, beaucoup de voyages, de documents partagés,

de réunions organisées. Et nous nous sommes engagés et vous vous êtes engagés à utiliser .africa et vous avez dit que c'est nécessaire. Et pourtant aujourd'hui, vous n'êtes pas présents. Nous vous demandons de participer davantage, de prendre les choses en main et de continuer cette campagne que nous avons commencée tous ensemble. Merci.

PIERRE DANDJINOU :

Merci beaucoup, Lucky, de nous présenter un petit peu cette idée de la situation de .africa. Des questions spécifiques pourront être posées à Lucky si vous avez des questions à poser. Et je vais maintenant vous proposer de commencer par une petite présentation d'une nouvelle version de la stratégie africaine.

Un des points importants ici que je veux souligner, c'est qu'il s'agit d'une version finale et cela veut dire que la version a été enrichie grâce à vos contributions, la première version. Et tout ce que vous vouliez ajouter à cette version, les points importants ont été ajoutés. Vous avez fait des recommandations aussi. Donc nous avons incorporé toutes ces opinions et points de vue dans ce document que je vais présenter maintenant. Je n'attends pas beaucoup de questions sur ce document. Enfin, oui, quelques questions mais les questions devraient être : comment est-ce que nous allons parvenir à mettre en œuvre cette stratégie. Voilà.

Donc la stratégie en elle-même. Il faut comprendre que cela fait cinq ans qu'on a créé ou adopté le premier plan stratégique de l'Afrique. Nous avons produit un rapport de mise en œuvre sur ces cinq ans qui

est à votre disposition et qui montre exactement ce qui a été fait, ce qu'il faut encore mettre en œuvre et les recommandations que nous pouvons faire dans ce sens. Donc ce rapport dans sa totalité est à votre disposition. Vous pouvez le télécharger. Je vais vous envoyer l'URL ici dans le chat pour que vous puissiez le télécharger. Bien.

Il faut aussi dire que la stratégie reste le point de base d'ICANN en Afrique. C'est l'outil que nous utilisons pour participer au niveau de l'Afrique et grâce auquel nous avons mis en place une série de projets que je vais vous présenter maintenant.

Alors, un des points dont il faut tenir compte quand on parle de la stratégie africaine, c'est qu'il s'agit d'une approche basée sur deux piliers. Il y avait deux domaines dans lesquels vous vouliez que nous travaillions pour que l'Afrique contribue au travail d'ICANN et tire profit du travail que fait ICANN. Le premier point était la sensibilisation. Les chefs d'état dans la déclaration de Dakar ont dit : « Nous aimerions avoir davantage de présence d'ICANN en Afrique mais nous voulons aussi avoir davantage d'Africains à l'intérieur d'ICANN. » Et après cinq ans, en résumé, ce que je vous dirais c'est que d'accord, la participation augmente, on voit de plus en plus d'Africains ici. Nous sommes contents mais nous devrions travailler davantage sur une participation effective, c'est-à-dire une participation qui ait un impact réel. Donc cela veut dire que vous devez partager vos opinions, mes chers collègues, nous donner votre opinion sur votre réalité de l'Afrique. Première chose qu'on aimerait voir. J'aimerais qu'il y ait davantage de volontaires. Si vous êtes déjà volontaire, c'est très bien. On a besoin de que vous participiez davantage au niveau du

leadership, des positions, des fonctions au sein de l'ICANN. On voudrait aussi davantage d'Africains aux positions de leadership. Il faut continuer à travailler là-dessus pour voir comment vous pouvez continuer à assumer certaines responsabilités.

Ensuite, vous nous avez demandé de créer une prise de conscience, de sensibiliser la population. C'est ce que nous avons fait à travers une mission de sensibilisation de l'Afrique dans différents pays, moi-même et deux directeurs qui s'occupent de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale et du sud de l'Afrique et de l'Afrique de l'Est.

Nous avons ciblé différentes parties prenantes. Je dois vous dire que pendant ces cinq dernières années, nous sommes parvenus à sensibiliser les gouvernements. C'était très important pour nous que les gouvernements comprennent bien cette question du multipartisme, d'un environnement multipartite parce que ce n'est pas clair pour eux souvent. Un exemple, c'est les ccTLD dans les pays dans lesquels vous vous trouvez, ils ont encore des problèmes, les ccTLD. Des ccTLD qui sont parfois géré encore à l'extérieur de leur pays. Les ministres viennent à ICANN, saluent, disent qu'ils veulent leur ccTLD chez eux et puis c'est tout. Mais on ne peut pas faire ce type de chose seulement en écrivant un décret. Cela ne suffit pas. Il faut travailler pour obtenir cela. Il y a des directives qui vous montrent comment faire pour avoir une délégation par exemple de votre ccTLD. On ne voit pas beaucoup de pays qui travaillent sur ce point-là. Donc dire : « Donnez-nous cela, rendez-nous ce qui nous appartient. » OK, d'accord mais il y a encore d'autres choses qu'il faut faire.

Et l'autre chose que vous nous avez demandé de mettre en place, c'était une formation de capacités. Vous vouliez un développement de capacités. Comme nos amis l'ont dit, il s'agit du business ici. Et c'est un écosystème dans le secteur industriel. Et donc comment est-ce qu'on travail dans le domaine de cet écosystème? Vous devez soutenir cet écosystème de façon à ce qu'il puisse répondre à ce que vous appelez un business et à vos besoins dans ce sens.

Donc ce que nous avons fait, c'est que vous nous demandiez de faire, c'est à travers un projet en plusieurs volets. Nous avons établi des programmes phares. Je ne vais pas vous les présenter, il y en a neuf. Mais ce que je veux que vous compreniez, c'est qu'il s'agit du développement de capacités pour la gestion des ccTLD, pour la gestion des bureaux d'enregistrement et des registres mais aussi quand il s'agit de la sécurité et du DNSSEC par exemple, de la surveillance des noms de domaine, du monitoring des noms de domaine ; nous avons organisé tout cela.

Nous avons un programme de coaching qui permet d'envoyer certains responsables des bureaux d'enregistrement à d'autres bureaux d'enregistrement plus grands à l'extérieur de l'Afrique pour faire des stages et nous avons pu faire cela parce que nous avons un partenariat stratégique que nous avons pu faire avec certains bureaux d'enregistrement en Afrique et à l'extérieur de l'Afrique. Par exemple en Tunisie, nous avons pu y envoyer des gens pour avoir un programme qui soit en Afrique. Beaucoup d'évènements de participation. Nous avons aussi soutenu des activités en Afrique, par exemple le FGI, différents forums au niveau régional et sous-régional.

Et nous avons obtenu des résultats et de plus en plus de participation de différents types. Il y a de plus en plus de gens qui sont convaincus maintenant que le business des noms de domaine est un secteur intéressant. Nous avons constaté cela.

Mais en même temps, nous devons encore avancer au niveau du secteur privé parce que nous pensons que c'est important, mais c'est difficile. Ce secteur, quand on va les voir, ils disent : « D'accord, mais je ne vais pas quitter mon business pendant une semaine pour me rendre à une réunion de l'ICANN si je ne sais pas ce que je vais y gagner. » Donc nous devons sensibiliser ce secteur privé pour leur expliquer pourquoi il serait utile de leur part de passer une semaine dans une réunion d'ICANN. Et c'est que ce nous voulons et nous voudrions que vous fassiez passer le message.

Maintenant, au niveau du personnel, on n'est que trois, vous savez, pour couvrir toute l'Afrique. Donc comment est-ce possible ? Donc cela, ce sont des questions pour un petit peu plus tard. Nous travaillons à cela en fait.

Il y a des défis véritables à relever mais il y a également des opportunités à saisir. Les défis sont simples. Bien entendu, la connectivité est toujours un problème mais aussi, le fait qu'on ne comprenne pas bien ce que cela veut dire, les ccTLD, tout particulièrement si vous considérez les rapports que nous avons eus sur le marché. En Afrique, il est très clair que certains pays gèrent les ccTLD de manière extrêmement conservatrice avec 500, 400 enregistrements pour une population de 18 millions. C'est parfois fou,

c'est extrêmement conservateur. Donc il faut être beaucoup plus progressifs et progressistes.

Comme Lucky l'a dit, pour .africa, il faut y réfléchir ; c'est important en effet que nous comprenions bien ce que l'on peut obtenir à partir de ces extensions. Beaucoup d'opportunités, vous le savez. L'Afrique, c'est plus d'1 milliard de personnes très jeunes, beaucoup d'idées, beaucoup d'idées novatrices, beaucoup à bâtir, beaucoup à faire dans cet écosystème, dans ce continent.

Mais passons maintenant rapidement à ce document en évolution assez perpétuelle, la stratégie. C'est ce que j'aimerais vous présenter, la troisième itération de ce document. Donc on a une phase de mise en place. Nous lançons aujourd'hui, nous allons mettre en place par la suite et nous allons ensuite faire une révision. C'est un cycle, vous savez comment cela fonctionne. Nous vous demanderons de nous fournir un retour sur ce que vous avez vu, donc qu'est-ce que vous voulez faire.

Les résultats que vous allez obtenir après cette réunion de la seconde révision, les résultats clés en ce qui concerne les objectifs de cette stratégie préliminaire qui est la troisième version de cette stratégie.

Il y a des questions qui se posent toujours. Qui est propriétaire de cette stratégie ? À qui appartient cette stratégie ? Est-ce que c'est l'ICANN ? Est-ce que c'est l'Afrique ? Et bien cette question existe toujours. Les personnes pensent en être propriétaires parfois et que l'ICANN est simplement là pour soutenir. On peut débattre de cela.

Moi, je crois qu'on doit également plus se concentrer sur la promotion et le renforcement des capacités. Ces initiatives de renforcement des capacités que nous effectuons, on des les renforcer, on doit en faire plus.

Les ressources doivent être dédiées à une participation de qualité d'Africains au sein de l'ICANN. C'est important.

Et ensuite, en ce qui concerne l'industrie du DNS, l'ICANN devrait avoir une approche différenciée par rapport à l'Afrique parce que c'est un continent tout à fait unique et ce, dans l'esprit de l'intérêt public ; traiter l'Afrique différemment. Est-ce que c'est possible ? C'est à vous de voir. Mais ce que je sais, c'est que nous parlons d'une communauté habilitée, n'est-ce pas ? On ne parle pas de personnel, ce n'est pas au personnel de décider de cela. C'est la communauté habilitée qui doit statuer.

Également, poursuivons, je ne veux pas trop rentrer dans les détails. Les commentaires publics, vos commentaires. Donc merci beaucoup d'avoir commenté. Cela a parfois été des commentaires extrêmement élaborés, provenant d'At-Large, provenant des entités constitutives commerciales, des bureaux d'enregistrement, des registres. Nous avons envoyé beaucoup documents consolidés, de commentaires pour s'assurer qu'il y a un engagement équilibré, des collaborations entre les SO et les AC et avec ces SO et ces AC ; donc organiser des sous-groupes au sein des SO et des AC pour pouvoir fournir un point de vue continental, donc africain. Oui, pourquoi pas. L'Afrique est là pour vous fournir ce que vous avez demandé.

Je vais maintenant avancer un petit peu si possible. Nous avons une liste de dix objectifs. Et je vais les lister rapidement. Et je ne crois pas qu'on ait véritablement besoin de passer trop de temps là-dessus. Je pense que vous êtes d'accord. Le document est disponible. Nous aurons d'autres présentations à effectuer aujourd'hui.

Mais un des objectifs était de renforcer le développement de ces ccTLD en Afrique, cela vient de vous; également, avoir une coopération pour le DNS renforcée au niveau local, régional et mondial. Cela on fait ça dans nos forums DNS par exemple, c'est très populaire. Nous voulons avoir un soutien au niveau de la concurrence pour encourager la résilience, l'infrastructure locale du DNS, les ISP, les serveurs, les prestataires de service. Donc on a distribué certains de ces serveurs qui sont des copies, vous savez, que nous pouvons en fait vous donner gratuitement. Donc dix pays sur 54 ont bénéficié de cela. C'est à vous de voir. Vous pouvez demander ces serveurs. Il faut avoir assez de techniciens pour gérer ces serveurs et les technologies appropriées.

Vous voulez la régionalisation des fonctions IANA et des opérations. Donc, vous avez parlé de cela, je ne sais pas comment c'est exactement possible. Vous avez parlé du renforcement du développement des ccTLD en Afrique, le renforcement des capacités doit être développé, l'impact économique du secteur industriel du DNS en Afrique.

Donc ma conclusion, c'est que vous vous concentrez sur le DNS. C'est très bien. Mais il ne faut pas oublier que l'internet, c'est également des

chiffres. On ne parle pas beaucoup des adresses IP, des protocoles internet, de ces numéros. Il y a quelques projets qui y travaillent. Je ne sais pas si je vais rentrer dans ces détails mais il y a des documents disponibles à ce sujet.

Ce que j'aimerais dire en m'arrêtant ici, c'est que nous avons cette stratégie de l'Afrique qui existe et que vous ne devez pas hésiter à nous poser des questions.

Je vais passer à une autre présentation mais vous donner la parole.

Wafa DAHMANI :

Je suis de Tunis.

PIERRE DANDJINO :

Présentez-vous bien s'il vous plaît parce qu'on n'a pas fait un tour de table.

Wafa DAHMANI :

Wafa Dahmani du registre local de Tunisie. J'ai un commentaire uniquement. J'ai vu sur la diapositive numéro 11 que la stratégie ne considérait pas l'écosystème tout entier de l'internet. Je ne suis pas d'accord avec cela, avec ce commentaire parce que comme vous le savez, l'industrie des noms de domaine est interdépendante de l'infrastructure du réseau, de la gouvernance du DNS.

Nous avons vu également des politiques pour le DNS. Tout cela a été mentionné dans la stratégie. On a parlé également du prix, du modèle

économique, de la tarification, des ISP, des prestataires de service internet, de rapidité des connexions internet dans ces différents pays. C'est un système interdépendant et je ne suis pas d'accord avec le commentaire qui a été fait au niveau de la stratégie, diapositive 11. Je pense que l'écosystème doit être pris en compte dans cette stratégie.

PIERRE DANDJINOU :

Merci. D'autres commentaires ? D'autres questions ? Donc je cherchais des questions sur la mise en place de tout cela parce que tout cela doit être mis en œuvre. Nous avons beaucoup de temps pour les commentaires mais je voulais lancer un débat également sur le financement de tout cela. .africa, vous avez la parole.

LUCKY MASILELA :

L'objectif 10. Moi, je crois que c'est ce dont on parle, ce qui est important dans les différents forums du DNS où on identifie un problème d'harmonisation des politiques et des tarifications et où on identifie des manques. Et cela nous limite beaucoup, cela nous ralentit pour le développement économique en Afrique. Il y a une grande disparité des prix. Il y a des noms de domaine que l'on peut acheter pour 3 \$ et puis d'autres, 450 \$; cela va de 3 à 340 \$, c'est absolument fou. Il n'y a aucune harmonisation des prix et c'est très facile d'enregistrer un nom de domaine dans certains pays et pas dans d'autres. Donc il n'y a pas une forte croissance du nombre de noms de domaine en Afrique. Il faut réfléchir à tout cela pour la communauté africaine. Il faut relever ces défis. Je crois que les politiques doivent être plus harmonisées également. Les politiques, parfois, ont des

problèmes juridiques et de juridiction. Mais je crois qu'il faut s'assurer que l'on puisse développer véritablement cet impact économique du secteur du DNS en Afrique.

Nous avons la fondation .africa qui a fait beaucoup pour le développement des noms de domaine, qui a aidé à la croissance des registres en Afrique. Mais cela ne peut se faire qu'avec votre participation et des partenariats. On ne peut pas travailler d'une manière isolée. Il faut que nous tous, nous nous y mettions d'une manière concertée.

PIERRE DANDJINO : Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a d'autres questions, peut-être qui sont sur l'internet ? Oui, il y a une question, donc.

ORATRICE NON-IDENTIFIÉE : Une question de Farrell Folly du NCSG : « Pourquoi les problèmes de politiques sont fait au niveau de la GNSO et des SG ? Nous n'avons pas vu beaucoup de personnes joignant les parties prenantes, par exemple le NCSG, le groupe des représentants et pour renforcer les capacités en Afrique. Pourquoi est-ce le cas par rapport au rapport de stratégie ICANN ? Il n'y a pratiquement aucun chiffre sur la contribution de ce type de membres. Comment le GSE Afrique va-t-il corriger cela, encourager plus de personnes à se joindre au SG et contribuer plus au travail de développement des politiques après avoir bénéficié d'un soutien financier de la part du GSE Africa ? Et

comment GSE Africa va-t-il soutenir les membres d'Afrique pour le développement des politiques ? »

PIERRE DANDJINOU :

Je crois que nous avons déjà commenté à ce sujet en ce qui concerne le NCSG, le groupe des représentants des entités non-commerciales. Comment nous allons faire pour promouvoir une meilleure participation ? Donc j'espère que c'est quelque chose que nous comprenons en effet, nous sommes conscients de cela. Merci de la question. Je ne peux pas ajouter grand chose. Nous allons nous assurer d'assurer un suivi après avoir pris en compte ce que vous nous avez indiqué sur l'internet.

Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Abdulkarim je crois.

ORATRICE NON-IDENTIFIÉE :

Ah non, il y en a encore une autre de Farrell Folly : « Pour le soutien des membres de l'Afrique au sein des SG et des groupes de PDP qui pourraient participer plus, quels sont les chiffres à court et à long terme pour la stratégie africaine de cinq ans ? Tout n'a pas été pris en compte en ce qui concerne les personnes qui ont été formées et qui ont bénéficié de ressources financières de la part du GNSE ? Travaillent-ils efficacement au niveau des politiques PDP ? »

PIERRE DANDJINOU :

Donc, une nouvelle fois, le GSE Afrique ne finance pas la participation aux réunions de l'ICANN. Nous n'avons pas directement un système de

bourses, un programme de bourses. Nous avons un programme global pour l'ICANN. Pour les SO et les AC, il y a parfois des bourses, des plateformes de bourses. Pas nous. Nous ne contribuons pas à cela, à faire venir des gens à la réunion de l'ICANN mais nous faisons beaucoup de sensibilisation et nous expliquons pourquoi il est si important que de participer aux réunions de l'ICANN.

En ce qui concerne les indicateurs de performance, nous devons y travailler, avoir des aspects chiffrés beaucoup plus solides et mieux évaluer tout ce qui est fourni par l'ICANN et par GSE Afrique. Donc nous prenons note une nouvelle fois. Merci beaucoup.

Il ne nous reste que deux minutes avant de passer au point suivant. Donc allez-y, dans la salle, je vois qu'il y a quelqu'un qui veut prendre la parole.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : [inintelligible] de la Gambie. Moi, j'aimerais commenter au sujet de l'objectif numéro 6. J'aimerais souligner l'importance du développement de ccTLD, tout particulièrement dans des pays qui connaissent des difficultés avec leurs ccTLD, transferts de ccTLD en Gambie. Nous avons eu des problèmes à ce niveau. Et nous avons réussi à transférer néanmoins notre ccTLD mais cela n'a pas été facile au niveau technique avec le DNS. Et on n'est pas les seuls à avoir ce problème de transferts de ccTLD. Donc je crois que là, nous avons besoin absolument d'un soutien de formation pour des experts dans le DNS mais également dans la formation de formateurs, qui nous serait très utile pour ces processus de transferts. Donc on a besoin de

recommandations à ce niveau de la part des bureaux d'enregistrement, des prestataires de service, des fournisseurs de service internet, du ministère.

Moi, je fais partie d'un comité qui travaille... je suis vice-président de ce comité. Et avec l'Internet Society de Gambie, nous soutenons ce processus de renforcement des capacités et nous essayons de voir comment on peut obtenir un soutien pour une formation au DNS pour soutenir ces efforts que nous effectuons pour avoir une fondation plus solide. Je pense et je recommanderais que l'équipe GSE Afrique mette plus l'accent sur ce renforcement des capacités. Je vous remercie.

PIERRE DANDJINO :

Merci beaucoup. Je crois qu'en effet, cela fait partie déjà des documents stratégiques et nous sommes prêts à faire tout notre possible pour le renforcement des capacités. Vous avez raison de parler des AFTLD également, donc le forum DNS pour l'Afrique, qui est également un partenaire dans la formation.

Donc, je suggèrerais maintenant que nous poursuivions et que nous passions à la prochaine présentation, à moins qu'il y ait des questions très urgentes.

ORATRICE NON-IDENTIFIÉE :

Oui, j'ai une autre question de Farrell Folly : « Est-ce qu'on peut avoir des détails sur les dépenses et le budget pour GSE Afrique pour la transparence et la responsabilité ? »

PIERRE DANDJINOU :

Oui, c'est une bonne question. Absolument. Ce que nous avons noté, c'est qu'il n'y a pas de budget attaché à cette stratégie. Et je pense qu'on n'a pas recommandé cela. On devrait absolument y réfléchir. C'est une bonne question. Il faut réfléchir à un budget et à budgéter cela pour la transparence pour que vous compreniez mieux ce que nous faisons depuis cinq ans.

Nous nous basons sur les budgets disponibles en tant qu'équipe GSE Afrique. Je pense que nous devons être plus transparents, en effet.

Mais un exemple. Les personnes nous disent : « J'organise ceci dans mon pays. Est-ce que vous avez 50 000 \$ pour nous ? » Si je devais leur dire exactement quel est notre budget, ils pourraient comprendre un petit peu que nous n'avons pas cela à notre disposition. Mais en effet, nous devrions plus vous informer du montant de notre enveloppe budgétaire pour que vous puissiez comprendre la situation dans laquelle nous sommes.

LUCKY MASILELA :

Moi, je crois que c'est nous exposer un petit peu. C'est nous dire : « Quoi que nous ayons sur le papier, on ne peut pas le mettre en place. » parce qu'on n'a pas de budget pour exécuter cela, un budget pour soutenir une initiative qui n'existe que sur le papier. Alors il faut repenser cela et nous devons parler de budget, nous devons parler de finances, de budgétisation pour que ce soit facile, pour que ce soit faisable, pour que l'on puisse effectuer cela.

PIERRE DANDJINO : Merci beaucoup Lucky. Je prends note.

Nous allons maintenant bientôt passer à la prochaine présentation. Passons à la présentation suivante parce que nous manquons un petit peu de temps.

La prochaine présentation est une enquête que le GSE, qui veut dire le département de la participation mondiale, lance, donc une enquête que nous avons mise en place pour deux raisons.

Il s'agit de connaître votre intérêt sur la façon dont nous pouvons mettre en place des services de développement de capacités qui répondent à vos besoins. Si vous avez vu dans la présentation précédente, notre premier document de stratégie était une espèce de liste de vœux pieux et il fallait voir quelles étaient les priorités et où se trouvaient vos priorités.

Donc notre équipe de GSE est en train de mettre en place une enquête au niveau mondial pour voir comment est-ce que nous priorisons les services de développement de capacités. Et notre région, l'Afrique, l'Europe de l'Est aussi et le Moyen-Orient ont été sélectionnés comme régions test.

Donc je vais vous présenter un petit peu les résultats que nous avons pu recueillir, collecter après le lancement de cette enquête et de ce projet. Nous avons commencé le 4 octobre, on n'a pas eu beaucoup de temps pour le mettre en place cela. Mais c'est un projet pilote et c'est un projet qui va continuer. Voilà.

Quelques points importants à noter. Il y a une méthodologie, j'espère que j'aurai le temps de vous la présenter, mais il s'agit surtout de répondre à vos questions dans cette enquête, quelques questions qui concernent ce que vous attendez, les domaines clés à votre avis par rapport aux services que nous vous offrons au niveau d'ICANN, au niveau du DNS. Et la deuxième partie de cette enquête porte sur vous-même en termes de développement personnel au sein d'ICANN, quelles sont les choses sur lesquelles vous voudriez que nous nous penchions et que nous travaillions davantage. Voilà. C'est un petit peu cela l'idée.

Ce que nous voulons, c'est connaître quelles sont vos priorités de façon à concentrer nos services sur vos priorités. Bien sûr, nous voulons aussi mieux planifier nos ressources lorsqu'on parle de budget, mieux planifier l'utilisation de nos ressources. C'est un point clé. C'est pour cela que nous faisons cette enquête. Donc s'il vous plaît, participez à l'enquête, répondez à cette enquête.

Maintenant, je vais vous présenter quelques uns des résultats que nous avons obtenus. Il s'agit donc des résultats de cette enquête. Voilà.

Ici, je vous présente ce que j'appelle la méthodologie utilisée ici. Nous avons ciblé la société civile, le business, le secteur privé, l'industrie du DNS, la communauté technique, les ONG. Nous avons posé différents types de questions. Nous voulions identifier aussi ces groupes. Les participants devaient donner une note, un score d'importance aux thèmes.

Et un des premiers piliers de cela a été l'augmentation des connaissances dans le domaine du DNS au sein de l'ICANN et des membres de l'ICANN. Au niveau des fonctions techniques, nous voulions voir un petit peu différents points et les formations de compétences pour les bureaux d'enregistrement, la gouvernances de l'internet, l'écosystème d'ICANN, tout ce type de chose et voir quels étaient les domaines prioritaires pour vous, quels étaient les domaines qui pour vous étaient les plus importants. C'est comme cela que vous deviez mettre 1, 2, 3, 4, évaluer avec une note ce qui vous paraissait le plus important.

Ensuite la formation de compétences personnelles. De nouveau, cela a été divisé entre rédaction de politiques, est-ce que vous pensez qu'il s'agit de votre domaine prioritaire ou faciliter le consensus, diriger une réunion parce que certaines personnes nous ont dit: « On voudrait avoir davantage des compétences sur la facilitation, le partage des connaissances. » Qu'est-ce que vous pensez ? Quelles sont les compétences que vous avez déjà et quelles sont celles qui pourraient être développées pour mieux participer au sein de l'ICANN ? Bien.

Des chiffres maintenant, le nombre de réponses. N'oubliez pas qu'on a travaillé sur une enquête de 15-18 jours seulement qui continue. Elle continue cette enquête ; nous vous demandons d'y répondre. Mais je voulais vous montrer déjà les résultats obtenus. Alors les réponses obtenues par pays... Je n'aime pas beaucoup cela mais c'est comme cela que cela fonctionne.

Dans le cas du Bénin, on a 107. Vous pouvez comprendre cela parce que les personnes de mon équipe qui travaillent là-bas ont convaincu tout le monde de participer à cette enquête parce qu'il y a eu des réunions qui ont eu lieu là-bas, etc.

Et puis le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, etc. Il y a des pays qui n'ont pas répondu aussi. On aimerait que tous les pays répondent et participent à cette enquête qui est toujours à votre disposition. Vous pouvez y participer.

Le pourcentage de réponses. Du haut niveau de la communauté technique, nous avons 31 %, société civile 27 % de répondants ; industrie du DNS, 8% ; secteur commercial, business : 19% ; gouvernements et OIG : 15 %. Voilà pour le moment. Jusqu'à maintenant, ce sont les résultats que nous avons obtenus. Cela nous dit déjà quelque chose, cela nous donne une petite idée.

Au niveau de la participation de la communauté, je pense qu'on pouvait répondre ou non. Alors oui, on a 44 et non, 113. Il faudrait commenter là-dessus, ces réponses de la communauté – 11 réponses d'At-Large, GNSO, ccNSO 7, GAC 4. D'autres SO et AC devraient répondre. On parle ici de la sécurité du serveur racine. Il faut continuer à travailler là-dessus.

En termes maintenant de priorisation de haut niveau par catégorie, la construction de compétences : 44 d'entre vous contre 43 nous ont dit que vous vouliez élaborer ou former vos compétences. Ensuite, on a aussi une sous-catégorie de priorisations qui figure ici.

Voilà, cette enquête est à votre disposition. Sur le site internet, vous pouvez y répondre. On va continuer à avancer.

Nous avons des chiffres, des détails et tout cela va nous permettre de fournir un meilleur travail et vous pouvez commenter là-dessus. Par exemple, quand on voit les sous-catégories et la priorisation des sous-catégories, les compétences pour les rédiger par exemple quelque chose, la possibilité de diriger des réunions, faciliter le consensus, fonctions techniques, acquisition de connaissances, partage de connaissances et en général, vous voulez développer vos compétences pour pouvoir mieux participer. Je dirais qu'en général, c'est le résultat.

Ici, un résultat préliminaire de ce que vous avez. Cela se base sur un total de 117 participants à cette enquête. Je le répète, cette enquête est toujours à votre disposition. Nous serons ravis de préciser un peut toutes ces données. Nous voulions évaluer vos priorités et en tenant compte de ces deux piliers, nous voulions savoir comment nous pouvions mieux planifier l'utilisation des ressources pour mettre tous ces outils à votre disposition.

Si vous avez des commentaires à faire, faites-les. Vous pouvez répondre aux questions de l'enquête ; faites-le. Et maintenant, nous allons diffuser cette enquête au niveau mondial dans les différentes régions du monde qui vont pouvoir y répondre aussi pour voir un petit peu comment nous pouvons prioriser les services de développement de capacités auprès de nos membres. Bien.

Je vais vous donner la parole si vous avez des questions à poser, des commentaires à faire, des contributions à cette enquête et à la présentation concernant la stratégie que j'ai faite au début. Vous avez la parole. Barrack, allez-y.

BARRACK OTIENO :

Merci beaucoup, Pierre. Ce que je voulais ici, c'était mettre l'accent sur le besoin de collaboration. Notre continent est très grand, très vaste et aucune institution ne peut affronter les défis que nous devons affronter seul. Donc nous demandons qu'on nous aide pour qu'on puisse tous travailler en commun pour affronter les défis que nous affrontons sur notre continent. Et je suis ravi de voir qu'il y a des organisations membres qui travaillent ensemble pour le bien commun de notre continent, par exemple AFRINIC, registre Afrique, Union africaine. Je voudrais encourager la structure At-Large et AFRALO et ces institutions qui sont présentes dans les différents pays. Chaque fois qu'un atelier est organisé dans un pays, ces structures continuent à faire la formation de capacités et à travailler sur le terrain.

On ne peut pas avoir une grande réunion et attendre ensuite cinq ans de plus pour que les travaux soient repris. Nous devons compter sur les institutions sur le terrain pour combler les brèches à mesure que nous essayons d'aborder certains des défis que nous affrontons. Nous avons des défis uniques. Nous formons beaucoup de gens mais ensuite, beaucoup de ces gens s'en vont. C'est normal dans toutes les sociétés. Donc à mesure que nous avançons dans ce processus, nous avons besoin de l'aide des organisations de base. Même les ccTLD ont

besoin de l'aide des structures At-Large et de la société civile dans leur pays pour s'assurer qu'ils peuvent vendre les domaines. Voilà. C'est ce que je voulais dire ici.

PIERRE DANDJINOU : Merci Barrack pour ces commentaires. Est-ce qu'il y a quelqu'un d'autre ? Mary ?

[MARY UDUMA] : Je voulais reprendre un petit peu ce que Barrack a dit. Je suis Mary du Nigéria et je pense que nous devons trouver des solutions innovantes pour régler les problèmes qui existent dans notre région, les problèmes qui existent dans notre environnement. Il y a des gens qui viennent aux réunions d'ICANN, aux réunions de boursiers, qui participent au programme de boursiers d'ICANN. Et ce programme a été facilité par At-Large, par la ccNSO, par l'unité constitutive commerciale.

Donc je pense que ce serait bien pour nous de pouvoir faire un suivi des personnes qui participent dans tous ces forums. Qui sont-ils ? Comment ils sont arrivés là ? Qu'est-ce qu'ils font ? Comment ils participent à leur propre environnement ? Et quand il y a un programme, par exemple au Nigéria, nous avons notre propre FGI et nous essayons de nous assurer que nous faisons participer ceux qui sont allés aux réunions de l'ICANN de façon à ce qu'ils puissent participer à certaines unités constitutives et apporter quelque chose aux autres.

Nous avons aussi essayé de faire de la formation de capacités le plus possible. Nous disons aux jeunes qu'est-ce qu'ils peuvent faire. Nous avons des bloggers, des groupes, des blogs, un groupe de jeunes entrepreneurs, des startups. Donc quelque soit le programme qui existe dans nos pays, nous devons être capable d'atteindre ces personnes qui connaissent ICANN et qui peuvent faire une sensibilisation portant sur ICANN de façon à ce que les gens connaissent ICANN. Et à .africa, nous disons que nous pourrions vendre les ccTLD et .africa lorsque ce .africa sera plus connu.

Donc je soutiens cette tendance et tous ceux qui ont fait cela dans leur pays, les gens qui participent aux réunions d'ICANN. Je dois vous dire qu'il y a une plateforme de discussions aussi. Nous avons cette plateforme, elle existe. Vous pouvez l'utiliser pour faire un suivi de chaque pays. Merci.

PIERRE DANDJINO :

Merci Mary, donc, faire un suivi des gens. Je ne sais pas... Bien.

Une des choses que nous avons aussi constatée, c'est qu'il n'y a pas beaucoup de reporting qui est fait, de commentaires sur les réunions de l'ICANN. Donc on établit ce qu'on appelle des sessions de conclusion ou des séminaires web au cours desquels on essaie de fournir un debriefing de ce qui a été fait au niveau du pays, au niveau régional. Donc ce serait très bien que tous les pays nous fassent un petit reporting, un petit rapport de ce type pour nous rapporter un petit peu ce qui se fait chez eux.

Aujourd’hui, nous sommes en train d’organiser une participation à distance à partir de deux endroits en Afrique. Bien.

Est-ce qu’il y a d’autres commentaires ? Participants à distance ?

ORATRICE NON-IDENTIFIÉE : Un commentaire et une question d’Abdulkarim Oloyede : « Je voudrais vous féliciter pour le travail que vous faites et pour votre présentation. Je voudrais aussi savoir est-ce que vous avez des stratégies pour héberger les réunions d’ICANN en Afrique ? Je vous pose cette question parce que le Nigéria a montré son intérêt pour héberger une réunion mais n’a pas pu mettre en place ce projet parce qu’il y a beaucoup de parties prenantes sans coordination. Est-ce que vous pouvez nous aider dans ce sens ?

En deuxième lieu, le problème concernant l’obtention de visas pour les voyages et les réunions d’ICANN, c’est un problème récurrent en Afrique.

Et puis je voulais aussi parler du programme des boursiers.

PIERRE DANDJINO : Ce sont des questions intéressantes. La première, on peut la poser à Mary. J’espère que vous avez vu Mary et Nick. Bien. Je n’ai pas de commentaire là-dessus. Je pense que le Nigéria s’est proposé pour organiser une réunion. En tout cas, Nick Tomasso a fourni quelques réponses concernant les raisons pour lesquelles cela aurait lieu. Je ne vais pas rentrer dans le détail et vous dire ce que nous pouvons faire

parce que comme personnel de l'ICANN, je ne peux que vous soutenir, soutenir les pays qui veulent héberger une réunion de l'ICANN. Nous pouvons joindre les pays qui un environnement approprié pour héberger ce type de réunion mais ici, je dirais qu'à la base, notre objectif est que l'on ait la possibilité de répondre à certaines exigences. Des fois, cela peut être un problème pour nos pays. Mais je dirais que nous savons quels sont les problèmes et nous faisons pression dans ce sens.

Je crois que nous allons revenir en Afrique au mois de juin 2019. Nous serons à Marrakech, donc préparez-vous. Cela a été la première réunion à laquelle des Africains ont participé. On parle de 900 personnes de l'Afrique.

Donc je suis conscient ce que cela est un problème, ces réunions se déroulant en Afrique, mais il y a des critères qui sont très strictes à respecter.

En ce qui concerne la question des visas, je vais être franc. On a été alertés au niveau de ces problèmes et nous avons essayé de faire le maximum pour parler à diverses ambassades et consulats. L'ICANN a fait son travail, fourni une lettre de soutien et c'est exactement ce que nous devons faire, fournir des documents indiquant quelles sont ces réunions de l'ICANN et soutenant la venue et la participation. Nous avons un service qui se charge de cela. Donc le département des déplacements est au courant.

J'en ai reparlé à Nick qui était là tout à l'heure et aujourd'hui, ce que nous avons comme problème, c'est que nous avons des cas où cela

dépend de, comment dire, au niveau personnel, votre niveau personnel. La question qui se pose, c'est est-ce que vous êtes prêts à repartir chez vous ? Donc je dis cette question. Nous, on fait ce qu'on a à faire. Je crois que l'ICANN a fait son travail avec tous ces documents de soutien. Mais dans votre propre pays, il y a des contrats, des contrats qui ne sont pas renouvelés, il y a des visas qui ne sont pas redonnés. Donc nous sommes au courant du problème, nous y travaillons et on va vous fournir tous les documents nécessaires. Mais on ne peut pas forcer les ambassades à donner des visas, bien entendu. Nous sommes désolés de cet état de fait. Je sais que nous perdons à chaque fois, trois, quatre, cinq boursiers qui n'obtiennent pas les visas. C'est un problème, c'est très dommage.

Donc Mary, vous vouliez dire quelque chose ? Je suis d'accord avec [Mary]. Donc merci beaucoup [Mary]. Est-ce qu'il y a d'autres questions dans le fond de la salle ? Ah, là bas. D'accord, avant de clore la séance.

[RAJA] :

[Raja] de la Société internet du Ghana. Mon commentaire est de soutenir ce qu'a dit [Mary] en ce qui concerne l'engagement de la communauté. Il y a un programme universitaire qui existe et les boursiers de l'ICANN du Ghana peuvent y participer. Il y a eu une réunion qui s'est déroulée et il y a des personnes qui ont mieux compris ce que faisait l'ICANN. Il y avait même des professeurs qui étaient là, des personnes qui ne connaissaient même pas ce que faisait l'ICANN. Et il y a vraiment un besoin urgent de formation au

plus haut niveau. Et donc les personnes se sont mises à se joindre à la liste de diffusion. Et cela, c'est quelque chose d'important pour l'engagement de la communauté. Il faut qu'il y ait plus de réunions qui se déroulent en Afrique avec des boursiers. Il faut bien informer, mettre des brochures, des stands ; il faut que ce soit connu, il faut que l'on développe cela. Merci beaucoup.

PIERRE DANDJINO :

Merci beaucoup, en effet. Nous apprécions le travail des pays qui nous aident beaucoup, particulièrement les boursiers dans ces pays qui nous aident beaucoup, nous soutiennent lorsqu'on est présent. C'est tout à fait positif. Ils nous fournissent beaucoup d'informations, donc merci. On a fait cela au Sénégal, on a fait cela dans d'autres pays d'Afrique. C'est exactement ce qui doit être effectué. J'ai un ami d'At-Large qui travaille beaucoup à cela et tous les SO et AC doivent être au courant, doivent nous aider. Merci beaucoup de nous rappeler cela. Très bien.

Et bien je crois que...

MARY UDUMA :

Excusez-moi, Pierre. Cela veut dire qu'on doit informer vos services des réunions qui vont se dérouler pour qu'ils puissent nous envoyer des documents, par exemple comme cela a été fait pour le Ghana.

PIERRE DANDJINO :

Oui, tout à fait.

Ceci dit, j'aimerais maintenant vous remercier chaleureusement et j'espère que nous avons bien répondu à vos questions. On se retrouvera d'ici peu. Poursuivons notre travail de réseautage qui compte beaucoup et partageons ensemble nos meilleures pratiques que nous observons sur le terrain dans différents pays d'Afrique. Merci, merci. Bonne chance dans votre travail et je vous souhaite une excellente réunion d'ICANN.

MARY UDUMA : Il y aura le FGI qui va se passer au Soudan en Afrique. Je croyais que Moctar aurait fait l'annonce mais cela va être au Soudan, très bientôt, le FGI pour l'Afrique.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : Merci Mary. Le FGI pour l'Afrique sera organisé au Soudan à Khartoum du 4 au 6 novembre de cette année 2018 avec le thème du développement de l'économie numérique et technologies émergentes en Afrique. Vous êtes absolument bienvenus à ce FGI à Khartoum au Soudan.

PIERRE DANDJINO : Une dernière annonce – beaucoup d'annonce aujourd'hui ! Vous n'allez pas nous faire payer, j'espère. Donc en collaboration avec une réunion pour les bureaux d'enregistrement et registres pour améliorer .africa, première semaine de décembre à Addis-Abeba, là où se trouve l'Union africaine. J'espère que vous n'aurez pas de problème de visa.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]